

L'odieuse et illégale « grève scolaire mondiale pour le climat »

écrit par Coriolis | 15 mars 2019



En complément de nos articles sur le sujet, nous relayons à nouveau l'analyse de Benoît Rittaud, Président des Climato-réalistes, que nous avons déjà publiée dans le premier article en lien ci-dessous, au cas où vous l'auriez manquée.

<http://resistancerepublicaine.com/2019/03/12/interdisez-a-vos-enfants-de-faire-la-greve-scolaire-mondiale-pour-le-climat-le-15-mars/>

<http://resistancerepublicaine.com/2019/03/14/pires-que-des-pedophiles-ils-instrumentalisent-greta-lautiste-devenue-la-leonarda-suedoise-du-climat/>

COMMUNIQUÉ DE L'ASSOCIATION DES CLIMATO-RÉALISTES

Une grève « pour le climat » est prévue ce 15 mars **et le gouvernement encourage cette propagande dans les établissements scolaires par l'organisation de débats.** La jeunesse est ainsi une nouvelle fois enrôlée, un procédé outrancier que dénonce Benoît Rittaud, président de l'association des climato-réalistes, dans la tribune ci-

dessous (publiée dans Valeurs Actuelles) et dans une vidéo de 3 minutes destinée aux étudiants, lycéens et collégiens.

L'odieuse et illégale « grève scolaire mondiale pour le climat »

Par Benoît Rittaud

Si vous n'en avez pas encore entendu parler, ça ne va plus tarder : le 15 mars sera le jour d'une « grève scolaire mondiale pour le climat ». Attendez-vous à une prochaine avalanche d'éléments de langage vous expliquant une énième fois que, par votre faute, nous sommes au bord du gouffre : la planète va très bientôt se réchauffer d'une dizaine de degrés, la mer va monter de plusieurs mètres d'ici l'année prochaine, et d'ailleurs la « très sérieuse revue Nature » publie justement un nouvel article bourré de chiffres et de courbes plus sérieuses les unes que les autres montrant une « accélération encore pire que prévu » des catastrophes à redouter pour demain matin. Préparez-vous à vous sentir coupables.

La vie d'un militant de la « cause climatique » est toujours la même : publier des « appels » dans tel ou tel organe de presse bien-pensant sur la question (autant dire la presque totalité des médias), parader auprès des grands de ce monde dans force COP, « one planet summit » et autres réunions inutiles et coûteuses, et enfin orienter la politique énergétique du pays pour mettre consciencieusement à terre notre outil industriel majeur qu'est la production d'électricité nucléaire (qui n'émet pourtant pas de dioxyde de carbone, mais la cohérence n'est pas requise lorsqu'il s'agit de sauver la planète).

Malgré ces valeurs sûres pour faire les importants, les inquiets du climat doivent désormais faire face à trois gros problèmes. Le premier, c'est que leurs éléments de langage sont si stéréotypés qu'à peine nos prophètes prononcent-ils trois mots qu'il est possible à tout un chacun, avec un

entraînement minimal, d'anticiper la fin de leur phrase. Le ridicule guette, ce dont ils se passeraient volontiers même si celui-ci ne tue heureusement pas davantage que quelques dixièmes de degrés centigrades de plus en un siècle.

Les alarmes sur tel ou tel phénomène soi-disant « inédit » relèvent davantage de la stratégie de communication que de l'exposition objective de la situation climatique.

Le second problème, c'est qu'après avoir entendu crier au loup climatique pendant tant d'années, passant de la banquise aux cyclones et voguant de coraux en glaciers, le grand public se lasse de plus en plus de ces focalisations sélectives, changeantes au gré des inévitables fluctuations des multiples courbes climatiques à disposition. Les alarmes sur tel ou tel phénomène soi-disant « inédit » relèvent davantage de la stratégie de communication que de l'exposition objective de la situation climatique, qui n'est en réalité pas plus inquiétante aujourd'hui qu'hier.

Troisième problème : les « solutions » proposées telles que la transition énergétique sont progressivement en train d'apparaître pour ce qu'elles sont : des politiques dispendieuses, socialement injustes, et dont les effets sur le climat seront nuls, même en supposant la validité des modèles les plus décidés à désigner le dioxyde de carbone comme gaz satanique.

Pour faire face à ces vents contraires, les ayatollahs du climat ont alors eu une idée : exploiter les enfants. Ne reculant devant aucune outrance, ils se sont choisis une égérie en la personne d'une adolescente suédoise atteinte d'autisme pour promouvoir une « grève scolaire » de tous les enfants du monde, destinée à dénoncer l'inaction climatique.

Quiconque a des enfants sait combien ceux-ci peuvent être angoissés devant le monde qui s'offre à leurs yeux, un monde qu'ils ne maîtrisent pas et connaissent mal. Ils s'effraient à l'idée qu'ils puissent ne jamais réussir à y évoluer de manière autonome. C'est l'un des rôles les plus fondamentaux

des adultes que de les rassurer, leur apprendre à surmonter leur peur, leur enseigner qu'un jour ils seront de taille à faire face aux inévitables difficultés de l'existence, que tout n'est pas rose mais que l'on peut tout de même tâcher d'être heureux et de répandre un peu de joie autour de soi.

Lorsque des adultes tournent le dos à ce devoir, lorsqu'ils s'abaissent à exploiter une angoisse infantile en l'étalant, en l'exposant comme jadis on exhibait des infirmes, ils commettent un crime moral qui ne peut avoir aucune circonstance atténuante, aucune indulgence de principe, quoi que l'on pense de la cause ainsi « défendue ».

Malheureusement le terrorisme intellectuel sur ces questions n'a que trop bien fonctionné. Qui, chez les personnes « raisonnables », dénonce cette instrumentalisation des souffrances psychiques d'une adolescente, alors qu'un tel procédé indignerait n'importe quel éditorialiste s'il était question d'autre chose que de l'intouchable religion climatique ?

Les mots qui sortent de la bouche des adolescents ne sont que ceux qui leur ont été rabâchés depuis des années par les adultes.

Pour l'instant, il semble que les jeunes ne soient heureusement pas trop nombreux à se laisser manipuler (car il s'agit bien de cela). Sans doute les manifestants ont-ils l'impression d'agir en révolutionnaires, mais la réalité est que les mots qui sortent de leur bouche [mettre : des adolescents] ne sont que ceux qui leur ont été rabâchés depuis des années par les adultes. S'il est de bon ton aujourd'hui de critiquer le mouvement étudiant de mai 68, du moins doit-on convenir que celui-ci émanait vraiment de la jeunesse. Aujourd'hui, les slogans de l'époque, contestables mais néanmoins joyeusement subversifs, ont laissé la place aux « punchlines » d'importation, aux banals copiés-collés d'éléments de langages élaborés bien loin des manifestants.

En plus d'être odieuse dans son principe, la « grève climatique » à laquelle certains enseignants et certains chercheurs ont appelé est parfaitement illégale. Les textes en vigueur sont très clairs : par définition, « la grève est une cessation collective et concertée du travail destinée à appuyer des revendications professionnelles ». À moins d'une interprétation particulièrement extensive (mais politiquement correcte, donc comptons sur quelques juristes pour l'endosser quand même), exiger qu'on empêche la pluie de tomber ou le soleil de briller n'a rien d'une « revendication professionnelle ». Il s'agit d'une revendication politique, explicitement exclue du champ du droit de grève par un arrêt du Conseil d'État (Rousset, 8 février 1961).

S'agissant des enseignants et des chercheurs de la fonction publique, leur appel à la grève se devrait, toujours aux termes de la loi, d'être « précédé d'un préavis émanant d'une ou plusieurs organisations syndicales représentatives au niveau national, dans la catégorie professionnelle ou dans l'administration ou le service concerné ». Même s'il reste possible que tel ou tel syndicat enseignant prenne le train en marche et soutienne le mouvement, il n'en demeurera pas moins que l'appel à la grève l'aura précédé, en violation donc de l'obligation de préavis syndical.

On attend que s'ouvre une négociation dans laquelle Jean-Michel Blanquer serait sommé d'interdire aux États-Unis et à la Chine d'émettre du CO2...

Le plus comique est pour la fin : « Pendant la durée du préavis, les organisations syndicales et l'administration employeur sont tenues de négocier ». C'est sans doute ce point qui montre le plus clairement le caractère non-professionnel de la « grève climatique » : l'employeur des enseignants et des chercheurs étant le ministère de l'Éducation nationale ou celui de la Recherche, on attend que s'ouvre une négociation dans laquelle Jean-Michel Blanquer serait sommé d'interdire aux États-Unis et à la Chine d'émettre du CO2...

Le droit de grève fait partie de notre paysage démocratique. En dénoncer les dévoiements est important pour lui permettre de remplir utilement son rôle. Si les extrémistes du climat ont le droit de défendre leur point de vue, cela ne doit donc pas nous empêcher d'exiger d'eux deux choses : qu'ils n'instrumentalisent pas le droit de grève et, surtout, qu'ils cessent d'enrôler nos enfants dans leurs passions tristes.

SOUTENEZ NOUS EN ADHERANT A L'ASSOCIATION DES CLIMATO-REALISTES

Le montant de la cotisation est de 30€ minimum pour une personne seule et 50€ minimum pour un couple.

Pour adhérer à l'Association des Climato-réalistes, remplissez le formulaire d'adhésion (téléchargeable [ici](#)) et renvoyez le avec votre chèque à l'adresse suivante :

Association des climato-réalistes
35 avenue de Breteuil
75007 Paris

Si vous préférez effectuer un règlement par virement, téléchargez [ici](#) le RIB de l'association (n'omettez pas dans ce cas de mentionner vos nom, prénom et adresse E-mail de façon que nous puissions vous identifier).